

Djihadisme et radicalisation, le grand défi politique de la République

Le rapport de Malek BOUTIH

Suite aux vagues d'attentats qui ont touché notre pays, comment expliquer que des enfants de la République se soient retournés contre elle ? L'aspect identitaire et religieux est présent mais n'explique pas tout. Comment comprendre le basculement de jeunes de toutes origines, de toutes les régions, qui partagent cette « haine » alors que leurs parcours n'ont rien de semblable ?

Une grande partie de la réponse aux djihadistes de toutes sortes repose donc sur notre capacité à cerner les ressorts profonds qui ont conduit à cette situation et à y apporter des réponses structurelles. Le rapport de Malek Boutih, *Generation radicale* propose de cerner les dynamiques profondes qui poussent aux actions radicales et violentes, pour comprendre bien sûr, mais surtout pour anticiper et prévenir les dangers qui pèsent sur notre société.

« Il ne s'agit pas seulement de prévenir la dérive de quelques individus marginalisés ; il faut plutôt s'interroger sur le fait qu'une grande partie de la jeunesse se détourne de notre modèle de société »

- Portrait d'une jeunesse frustrée au bord de la rupture

Tout d'abord **qui sont les jeunes d'aujourd'hui ?** Dans quel monde ont-ils grandi, quels événements ont forgé leur perception du monde ?

Le rapport, remis au premier ministre le 2 juillet 2015, dresse le portrait d'une jeunesse post 11 septembre, marquée par les crises comme autant de failles de la mondialisation (crise des subprimes, Grèce,...). **Des jeunes qui sont inquiets sur leurs chances de réussite**, à cause d'**une situation économique et sociale difficile** (23% des jeunes sous le seuil de pauvreté, entre 1.6 et 1.9 millions de jeunes sans emploi et sans formation) et d'un affaiblissement de la méritocratie et de la mobilité sociale qui crée les conditions d'**un enfermement d'une partie de la jeunesse**.

Selon les territoires, la situation des jeunes est également hétérogène. Pour les enfants qui grandissent dans des quartiers relégués, mais également pour les jeunes issus de l'immigration, les dés seraient pipés, notamment en matière d'insertion professionnelle qui est plus compliquée pour les jeunes issus de l'immigration.

Enfin, ce qui distingue incontestablement cette génération des précédentes, c'est son rapport aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. **Les jeunes dont nous parlons ont grandi dans un monde connecté** et maîtrisent parfaitement les outils numériques et les réseaux sociaux. Ils ont accès de fait plus facilement à la diffusion de croyances irrationnelles, aux théories du complot,...

La conséquence est que l'on a alors affaire à **une jeunesse frustrée, des jeunes qui ne s'inscrivent pas dans une perspective solide, structurante et mobilisatrice.** Le corpus de valeurs et l'ordre social très peu contraignant de nos sociétés démocratiques occidentales ne fournit pas un cadre suffisamment englobant et sécurisant pour s'y ancrer et s'y attacher. **La notion de République est inintelligible**, comme diluée dans le libéralisme et la modernité, et **le sentiment d'appartenance à une communauté nationale est très affaibli.**

- Qu'est-ce qui pousse à prendre les armes ? Le djihadisme, un hybride politico-religieux

Le choix de la radicalité dans l'expression ou les modes d'action des contestataires et le rejet des mécanismes traditionnels de régulation et de représentation indiquent que **le malaise va au-delà d'une question d'insertion professionnelle et économique**.

Une partie de la jeunesse réclame de l'ordre et la moralisation de la société décadente pour retrouver une fierté et un sentiment de supériorité (l'extrême-droite et les identitaires), d'autres essaient de mettre en pratique une contreculture et des alternatives à nos modes de production et de consommation, les derniers enfin sont tentés de renverser la table...
Il y a bien **une défiance forte vis-à-vis de la politique, de nos institutions et de notre démocratie**.

Mais cette défiance est sans commune mesure avec le phénomène de rupture totale avec la République auquel on assiste avec le basculement de centaines de jeunes Français dans le djihadisme.

Le travail fait dans ce rapport fait ressortir que **le public touché n'est pas limité à des individus marginalisés et fragiles** (proies des recruteurs djihadistes qui exploitent leurs failles en leur offrant une nouvelle communauté et en répondant à leurs doutes d'individus en construction), **le phénomène se répand dans toutes les catégories de la jeunesse**, y compris chez des étudiants ou des jeunes filles de milieux catholiques favorisés par exemple. En réalité, si les premières vagues de djihadistes comportaient essentiellement des individus fragilisés, plus faciles à recruter, **désormais les recruteurs ciblent des proies au profil plus stable et moins détectable**.

Ces nouveaux profils s'ajoutent aux profils observés à partir des années 90, notamment celui des jeunes issus pour la plupart de cités, de troisième ou quatrième génération d'origine nord-africaine ou celui des individus radicalisés en prison.

D'autre part **on ne peut pas réduire cette radicalisation à un phénomène religieux**. La dimension politique et géopolitique, de combat contre l'opresseur occidental, et la légitimation de la violence érigée en programme politique, sont déterminants dans l'attractivité du djihadisme.

Mais alors **quelles sont les motivations des jeunes qui se radicalisent ?**

D'abord il y a **la volonté de bâtir un projet de vie**, dans cette dynamique ce qui attire en Syrie ce sont les perspectives professionnelles et le statut social qu'offrent Daesh. Il s'agit d'une réalité, à leur arrivée les apprentis djihadistes reçoivent une somme d'argent, une maison ; ils se voient confier un rôle dans la communauté et sont payés.

L'autre facteur d'engagement volontaire et positif au djihadisme est **l'adhésion à un projet politique, à une idéologie de rupture avec les sociétés occidentales décadentes**. L'offre de Daesh, et sa propagande, font écho à la contestation de l'impérialisme américain, aux thèses complotistes et antisémites, éléments présents à différents niveaux dans l'imaginaire de la jeunesse.

La force des djihadistes est d'avoir su alors développer **un discours et des arguments qui résonnent chez les jeunes** mais elle s'explique aussi par **le recours à des mécanismes qui relèvent de l'endoctrinement**, sur des dynamiques sectaires, et qui sèment le doute chez leurs cibles et leur imposent petit à petit une nouvelle croyance.

- Enseignements des premières mesures contre la radicalisation

Le rapport présente enfin **les premiers enseignements de la politique de détection et de prise en charge des individus en cours de radicalisation**, présentée lors du conseil des Ministres du 23 avril 2014 et opérationnelle seulement depuis quelques mois. Il souligne tout d'abord **l'importance des familles** qui détiennent une partie de la clé parce qu'elles sont le premier socle de socialisation et de construction du jeune.

La prise en charge des jeunes avec leur famille est très importante. Elle repose sur la mise à disposition de lieux spécifiques, la mobilisation de professionnels sensibilisés à l'approche de la thérapie familiale et le développement des actions d'appui et de soutien à la parentalité comme celles qu'organisent les réseaux d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP).

Il faut alors distinguer les interventions qui relèvent des autorités de sécurité, comme les mesures préventives d'interdiction de sortie du territoire, et la démarche d'accompagnement et de réinsertion qui doit être conduite par des acteurs distincts de ces autorités.

Un autre élément clé de l'efficacité du dispositif est **la pertinence de la grille d'évaluation et des indicateurs utilisés pour déterminer le niveau de radicalisation et sélectionner les signalements pertinents**.

Enfin, **il ne faut pas négliger les acteurs qui sont quotidiennement au contact des publics ciblés par les recruteurs djihadistes** et s'appuyer sur ce maillage de professionnels pour renforcer la vigilance et la détection des individus dès les premiers signes de radicalisation.

Nous devons donc **concevoir une action de prévention autour de deux temps. Celui de l'urgence d'abord**, c'est dans ce cadre que les premières mesures publiques ont été décidées, mais aussi celui du **long terme, et de la réponse structurelle à apporter**.

Propositions

▪ L'école comme moteur de la république

L'Éducation nationale reste la « **grande muraille** » de la **République**. Elle doit donc être la colonne vertébrale d'une nouvelle politique de la jeunesse audacieuse.

L'un des objectifs serait de lever une génération d'éclaireurs républicains, en proposant un **programme d'instruction civique approfondi** aux élèves volontaires.

Des états généraux de l'école républicaine pourraient mettre chacun à contribution, permettre de partager les expériences réussies et de déterminer les nouvelles responsabilités de l'école.

Hors des temps d'enseignement **les établissements scolaires pourraient devenir des lieux d'élaboration de projets locaux** associant toutes les composantes des communautés locales (universités populaires, échanges de services,...).

▪ Une plus grande place aux associations

En lien avec l'école, le secteur associatif, en particulier les associations de jeunesse et d'éducation populaire, doit prendre une nouvelle dimension.

L'objectif d'un **doublage du maillage associatif** semble réalisable à deux conditions, une simplification drastique des normes administratives et un investissement budgétaire significatif.

D'autre part, **les associations doivent retrouver une place d'interlocuteur incontournable dans les politiques publiques** concernant leur territoire ou le domaine dans lequel elles interviennent.

▪ La culture, un levier d'émancipation

La culture française, sa richesse et sa diversité, est une arme précieuse. Elle est **un levier puissant pour dépasser les préjugés, combattre la fatalité du déterminisme et faire évoluer les consciences**.

Le rôle des acteurs culturels et des infrastructures de proximité est essentiel. **Une forte impulsion et des moyens supplémentaires sont donc indispensables**.

▪ Un antiracisme républicain

Outre les initiatives qui favorisent les échanges entre les différents milieux et les cultures, **un travail sur l'image de l'islam dans l'opinion publique doit être mené**, au travers des manuels scolaires, des activités culturelles, des médias publics, pour lutter contre les préjugés discriminant et pour réhabiliter la vérité historique de la civilisation musulmane.

Libérer la parole, mener le combat de l'émancipation des femmes, à travers l'éducation sexuelle notamment, les actions dans ce domaine doivent être amplifiées.

▪ Penser à l'aspect économique

Si la guerre, le djihad, reste la première motivation des jeunes candidats au départ, une partie de ceux qui sont attirés par le radicalisme sont influencés par des éléments économiques et des promesses de réussite.

Une action volontariste des pouvoirs publics doit permettre de créer des dispositifs spécifiques à la jeunesse et aux plus éloignés du marché du travail d'entre eux.

Pour aider les jeunes à développer leurs projets, **un outil inspiré de la Banque Publique d'Investissement** pourrait voir le jour, une « **BPI jeune** » dont les fonds seraient distribués aux porteurs de projet de moins de 30 ans.

Un dispositif spécifique aux zones de fracture pourrait être pensé autour de **deux axes** : proposer un **micro-crédit** destiné aux petits projets commerciaux ou de services des jeunes, sans aucune condition de garantie financière, et déplacer la banque plutôt que d'inviter le jeune à s'y rendre via des **bankbus** qui sillonnaient le pays.

▪ Miser sur les familles

Reconstruire un maillage républicain passe donc par **une politique familiale actualisée**, car aujourd'hui elle ne joue plus le rôle de stabilisateur social qu'elle devrait endosser.

Pour agir efficacement **un corps d'assistants de vie de famille, présent sur le terrain**, pourrait être constitué.

Un soutien spécifique aux familles monoparentales, et notamment aux femmes seules, pourrait également être mis en place (favoriser l'accès au logement, à l'emploi).

Un **système d'échanges de familles**, basé sur le volontariat, serait également un moyen de resserrer les liens entre cultures différentes et influencer positivement les choix de vie des uns et des autres

▪ Recoudre le territoire urbain

Pour homogénéiser les territoires, il semble utile de **doter la puissance publique d'un outil adapté**, destiné à des opérations publiques fortes et relativement ponctuelles dans les quartiers urbains ghettoïsés et les territoires ruraux relégués

En prenant appui sur l'expérience des GIP (groupements d'intérêt public), pourraient être constitués des **GAR (groupements d'action républicaine) alliant la puissance de l'Etat et le dynamisme des acteurs sociaux et économiques**. Les GAR auraient toute latitude pour intervenir sur l'ensemble des dimensions de la vie d'un territoire, y compris sur le terrain de l'école, de la police ou du logement, en laissant place aux expériences et aux nouvelles pratiques

▪ Immigration républicaine

Afin de se doter d'une politique d'immigration républicaine, le rapport préconise en premier lieu de faire évoluer **le statut des femmes immigrées**, qui doivent bénéficier de l'égalité des droits mais surtout de la liberté individuelle dont elles sont privées par les lois ou traditions de leur pays d'origine.

Le second point est **le principe de laïcité qui doit être imposée** et l'étranger qui souhaite vivre en France doit s'engager clairement à la respecter.

▪ Un combat aussi sur internet

Depuis longtemps le constat a été fait de **l'utilisation subtile d'internet par les groupes radicaux**.

Il faut une prise de conscience rapide des autorités publiques pour assurer une souveraineté démocratique sur internet et défendre nos intérêts vitaux. Cela passe par **le contrôle du cœur de la toile qu'est le système d'exploitation**.

La création d'un Commissariat à la souveraineté numérique pourrait permettre l'alliance des pouvoirs publics et du privé pour doter la France et l'Europe de leur propre infrastructure numérique.